

# La réforme du Lycée reste à faire

par Christiane Allain, secrétaire générale

Je voudrais avant de répondre à un certain nombre de points que le rapport d'activité de la fédération a pour objet non pas d'analyser l'actualité, ni d'être un projet éducatif. C'est un compte-rendu de l'activité de la fédération nationale pendant l'année écoulée. Ce n'est pas parce que des éléments n'y figurent pas que nous abandonnons nos revendications. Il se peut, tout simplement, que certains dossiers nous occupent moins une année que d'autres.

Nous n'avons rien renié de nos valeurs ou de nos revendications sur la scolarisation des deux-trois ans ou sur le handicap, par exemple.

## Réforme des lycées

J'ai entendu, nous avons entendu tout ce que vous nous avez dit sur le « bug » qu'il y a eu au cours de notre communication sur la réforme du lycée.

Je vous rappelle que nous n'avons pas voté pour cette réforme en CSE et que nous n'avons donc jamais écrit que nous l'avions fait - ni que nous allions le faire. Nous n'en avons jamais eu l'intention.

Jamais !

Ce n'est pas parce que certains disent qu'on a voté pour que vous devez les croire !

Le cadre général (désectorisation, suppressions de postes, suppression de la formation) ne permet pas qu'une réforme comme celle-là puisse s'appliquer correctement ; nous l'avons dit. C'est d'ailleurs aussi ce qui a motivé les votes d'autres organisations, comme l'UNL, par exemple.

Nous nous sommes déjà expliqués sur ce sujet, notamment en journée des présidents et dans de nombreux argumentaires.

Ne tournons pas autour du pot. Le communiqué commun de novembre avec le SGEN et le SE a certainement été une erreur de communication.

Nous avons négocié sur cette réforme parce que l'opportunité était offerte pour obtenir des avancées qui convenaient aux usagers, parents et lycéens.

Nous avons obtenu dans la salle du CSE que le tutorat soit proposé à tous les élèves, que les travaux interdisciplinaires soient réintroduits à tous les niveaux du lycée, que les dotations pour les effectifs réduits ne soient pas déterminées en moyenne à 10h30 mais au minimum de 10h30.

Pas neutre, pas si nul non ? Finalement. Ce que nous avons obtenu ne nous suffit pas, bien sûr, c'est d'ailleurs pour cela que nous n'avons pas voté pour.

Entendons-nous bien : ce n'est pas la réforme que nous voulons toujours pour le Lycée, ce n'est pas la réforme qui englobe toutes les filières du Lycée, qui englobe aussi la troisième.

La réforme du Lycée reste à faire, bien sûr. Celle du collège aussi, par parenthèse...

Mais nous savons bien que ce n'est pas de ce gouvernement-là que nous l'obtiendrons !

Nous avons déjà du mal à obtenir des choses quand le contexte politique est plus favorable, alors ces temps-ci... Comme l'a dit Jean-Jacques dans son discours hier, personne ne s'attendait au grand soir pédagogique avec cette réforme.

Comme pour les remplacements, ce que nous avons obtenu sur le papier, nous devons en obtenir l'application sur le terrain, ne laissons pas passer à la trappe les avancées que nous avons arrachées.

Non, ce n'est pas parce que ça ne se ferait pas que l'accompagnement, que le tutorat, ce n'est pas bien.

Et tout ne dépend pas que des postes. Nous savons qu'il y a des choses qui s'appliqueront et d'autres qui ne s'appliqueront pas. Nous savons lesquelles poseront le plus de problèmes.

Enfin, sur le bac pro, nous suivons, notamment en ce qui concerne les poursuites d'études après le BEP. Nous avons écrit au ministre que nous n'accepterons pas que cette réforme laisse qui que ce soit sur le trottoir. Le ministre nous a répondu, sa réponse apporte la garantie écrite du droit des titulaires de BEP à entrer sans limite en 1ère bac pro. J'en profite pour vous rappeler que nous devons vérifier l'application effective de cette garantie.

## Rythmes

Concernant les rythmes scolaires, nous avons dit et répété tout le mal que nous pensions de la semaine de quatre jours. Nous revendiquons le retour aux 936 heures, l'organisation de la journée adaptée à l'âge des enfants, l'organisation de la semaine sur 9 demi-journées. Une alternance 7 - 2 sur tout le territoire, et un aménagement des vacances.

Maintenant, afin de préserver les spécificités régionales, en particulier pour les DOM TOM, le

*“Ce que nous avons obtenu sur le papier, nous devons en obtenir l'application sur le terrain, ne laissons pas passer à la trappe les avancées que nous avons arrachées.”*